

2025

RAPPORT DES RÉALISATIONS DES ONGI MEMBRES DES FORA DES PAYS DE L'AES



Un engagement indéfectible au cœur des communautés sahéliennes

Une coordination renforcée au service du développement et de la résilience des pays de l'Alliance des États du Sahel.

Depuis de nombreuses années, le FONGIH, le FONGIM, et l'OIREN s'imposent comme des acteurs incontournables de la coordination humanitaire et du développement dans l'espace de l'Alliance des États du Sahel (AES).

Sur le terrain, cet engagement de nos ONGI membres se traduit par une action multisectorielle de proximité (menée par un personnel majoritairement national) dans des domaines vitaux tels que la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire et la protection, réaffirmant ainsi la détermination indéfectible du FONGIH, du FONGIM et de l'OIREN à bâtir, aux côtés des États et des communautés, un avenir plus résilient et inclusif pour les populations du Burkina Faso, du Mali et du Niger.



Table des matières

07 Chiffres clés du rapport

08 Liste des acronymes

09 Mot du comité de coordination régional

11 Introduction

13 Ressources humaines et financières

18 Réponses sectorielles

35 Défis rencontrés

37 Perspectives

38 Cas de succès

49 ONGI contributrices

53 Nos bailleurs

55 Remerciements



En 2025, les ONG internationales membres du du FONGIH, du FONGIM et de l'OIREN ont mobilisé un budget de 275, 24 milliards de FCFA pour mener leurs actions humanitaires et de développement dans les trois pays de l'Alliance des États du Sahel, atteignant plus de 8 645 985 bénéficiaires.

Portée par un personnel composé à 95 % de nationaux (11 304 agents au total), l'action des ONGI s'est concentrée en priorité sur les besoins vitaux : les secteurs de la Sécurité alimentaire et de la Santé/Nutrition ont ainsi regroupé l'essentiel des investissements globaux. Sur le terrain, ces efforts conjoints ont permis des réalisations majeures : la vaccination complète de plus de 1,78 million d'enfants, l'assistance en vivres et en cash de 839 552 personnes (dont 522 502 déplacés internes), l'appui à 3 437 écoles et la réalisation de 419 forages, ainsi qu'une prise en charge renforcée en matière de protection avec 16 630 survivantes de VBG accompagnées.

Parallèlement, l'engagement des ONGI s'est traduit par une forte contribution fiscale s'élevant à 34,59 milliards de FCFA.

CHIFFRES CLÉS

3 437
Ecoles appuyées

231 224
Enfants inscrits

412 426
Enfants appuyés en kits scolaires

16 090
Enseignants formés

9 493
Latrines construites réhabilités

978
Points d'eau construits

1 963
Centres de santé appuyés

604 255
enfants malnutris aigüs modérés/sévères pris en charge

16 630
survivantes VBG prises en charge

353 738
femmes enceintes/allaitantes prises en charge

522 502
PDI assistées en vivres

103
BAIE mises en place

3 510
hectares amenagés en sites maraîchers

33 888
hectares réhabilités

6 731
comités de protection mis en place et fonctionnel

LISTE DES ACRONYMES

- **ACF** : Action Contre la Faim
- **AEP** : Adduction d'Eau Potable
- **AES** : Alliance des États du Sahel
- **AICS** : Agence Italienne pour la Coopération au Développement
- **ALIMA** : Alliance pour l'Action Médicale Internationale (de l'anglais Alliance for International Medical Action)
- **ATPC** : Assainissement Total Piloté par la Communauté
- **BAIE** : Banque d'Intrants Alimentaires
- **CARE** : Cooperative for Assistance and Relief Everywhere
- **CHR** : Centre Hospitalier Régional
- **CHUR** : Centre Hospitalier Universitaire Régional
- **CISV** : Comunità Impegno Servizio Volontariato (ONG italienne)
- **CRENI** : Centre de Récupération et d'Éducation Nutritionnelle Intensive
- **CRS** : Catholic Relief Services
- **CSI** : Centre de Santé Intégré
- **DGSHP** : Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique
- **DNEC** : Direction Nationale de l'État Civil
- **DNH** : Direction Nationale de l'Hydraulique
- **DOS** : Département d'État américain (de l'anglais Department of State)
- **ECHO** : Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes (Union européenne)
- **EHA** : Eau, Hygiène et Assainissement
- **FCDO** : Foreign, Commonwealth and Development Office (Royaume-Uni)
- **FCFA** : Franc CFA
- **FONGIH** : Forum des ONG Internationales Humanitaires au Burkina Faso
- **FONGIM** : Forum des ONG Internationales au Mali
- **ICLA** : Information, Counselling and Legal Assistance (programme du NRC)
- **IRC** : International Rescue Committee
- **MAM/MAS** : Malnutrition Aiguë Modérée / Malnutrition Aiguë Sévère
- **MIRP** : Maradi Integrated Resilience Project
- **NFI** : Articles Non Alimentaires (de l'anglais Non-Food Items)
- **NRC** : Conseil Norvégien pour les Réfugiés (de l'anglais Norwegian Refugee Council)
- **OIREN** : Ong Internationales REprésentées au Niger
- **ONASR** : Office National de la Santé de la Reproduction
- **ONG** : Organisation(s) Non Gouvernementale(s)
- **ONGI** : Organisation(s) Non Gouvernementale(s) Internationale(s)
- **PADEP** : Paix et Développement pour les Populations déplacées et les hôtes vulnérables
- **PAM** : Programme Alimentaire Mondial
- **PDI** : Personne(s) Déplacée(s) Interne(s)
- **PMH** : Pompe à Motricité Humaine
- **PSA** : Poste de Santé Avancé
- **RRM** : Mécanisme de Réponse Rapide (de l'anglais Rapid Response Mechanism)
- **SAFE** : Soutien aux Adolescent(e)s et à leurs Familles en Situation d'Urgence
- **SHVA** : Système d'Hydraulique Villageoise Amélioré
- **Sida** : Agence suédoise de coopération internationale au développement
- **SRDS** : Santé Reproductive, des Droits et de la Sexualité
- **SSA/P** : Scolarisation Accélérée / Stratégie Alternative (Passerelle)
- **USAID/BHA** : Agence des États-Unis pour le développement international / Bureau for Humanitarian Assistance
- **USD** : Dollar des États-Unis
- **VBG** : Violences Basées sur le Genre
- **VDP** : Volontaires pour la Défense de la Patrie
- **WACA** : West and Central Africa (projet WISH2 WACA)
- **WASH** : Eau, Hygiène et Assainissement (de l'anglais Water, Sanitation and Hygiene)
- **WVI** : World Vision International

MOT DES PRÉSIDENTS DES FORA

L'année 2025 s'est inscrite dans un contexte géopolitique, sécuritaire et climatique particulièrement exigeant pour les pays de l'Alliance des États du Sahel (AES), à savoir le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Face aux multiples défis structurels et humanitaires qui pèsent sur les conditions de vie des populations, les organisations non gouvernementales internationales n'ont jamais failli à leur mission de solidarité et de présence active aux côtés des communautés locales et des autorités nationales.

C'est donc avec une immense fierté que nous vous présentons ce rapport régional consolidé, qui retrace les actions multisectorielles déployées par 184 ONG internationales membres du FONGIH, du FONGIM et de l'OIREN. Ensemble, ces organisations ont mobilisé un budget global de 275,24 milliards de FCFA (419, 60 millions d'euros) pour porter assistance à plus de 8,64 millions de bénéficiaires. Cet effort colossal repose sur un ancrage territorial fort, incarné par un personnel composé à 95 % de nationaux, et s'accompagne d'une contribution fiscale significative s'élevant à 34,59 milliards de FCFA dans l'espace communautaire.

Cette dynamique s'illustre à travers une approche résolument intégrée : 67 % de nos interventions conjuguent désormais réponse humanitaire et action de développement, tandis qu'un partenariat étroit avec les acteurs locaux s'est traduit par 89,74 milliards de FCFA alloués à nos partenaires nationaux et un partage des coûts indirects effectif pour 58 % de nos ONGI contributrices.

Cette solidarité se déploie dans l'ensemble des secteurs clés de nos mandats (sécurité alimentaire, santé et nutrition, éducation, protection, eau, hygiène et assainissement) au service direct des populations les plus vulnérables de notre espace commun.

Cependant, les indicateurs de ce rapport rappellent que les besoins humanitaires et de développement demeurent immenses face à des ressources sous pression. C'est pourquoi ce document se veut bien plus qu'un simple bilan chiffré : il constitue un appel vibrant à renforcer notre synergie opérationnelle, à consolider l'approche nexus entre urgence et développement durable, et à porter ensemble la voix des populations sahéliennes.

Nous adressons nos plus vifs remerciements aux États membres de l'AES, à l'ensemble de nos collaborateurs et à nos partenaires techniques et financiers pour leur engagement indéfectible au service de la résilience et de la stabilité de notre région.

Nous vous souhaitons une excellente lecture de ce rapport, miroir fidèle de notre engagement commun au service des populations de l'espace AES.

Les Présidents des fora des pays de l'AES

Issouf Maïga, Président du FONGIH, Coordinateur général de Médecins du Monde

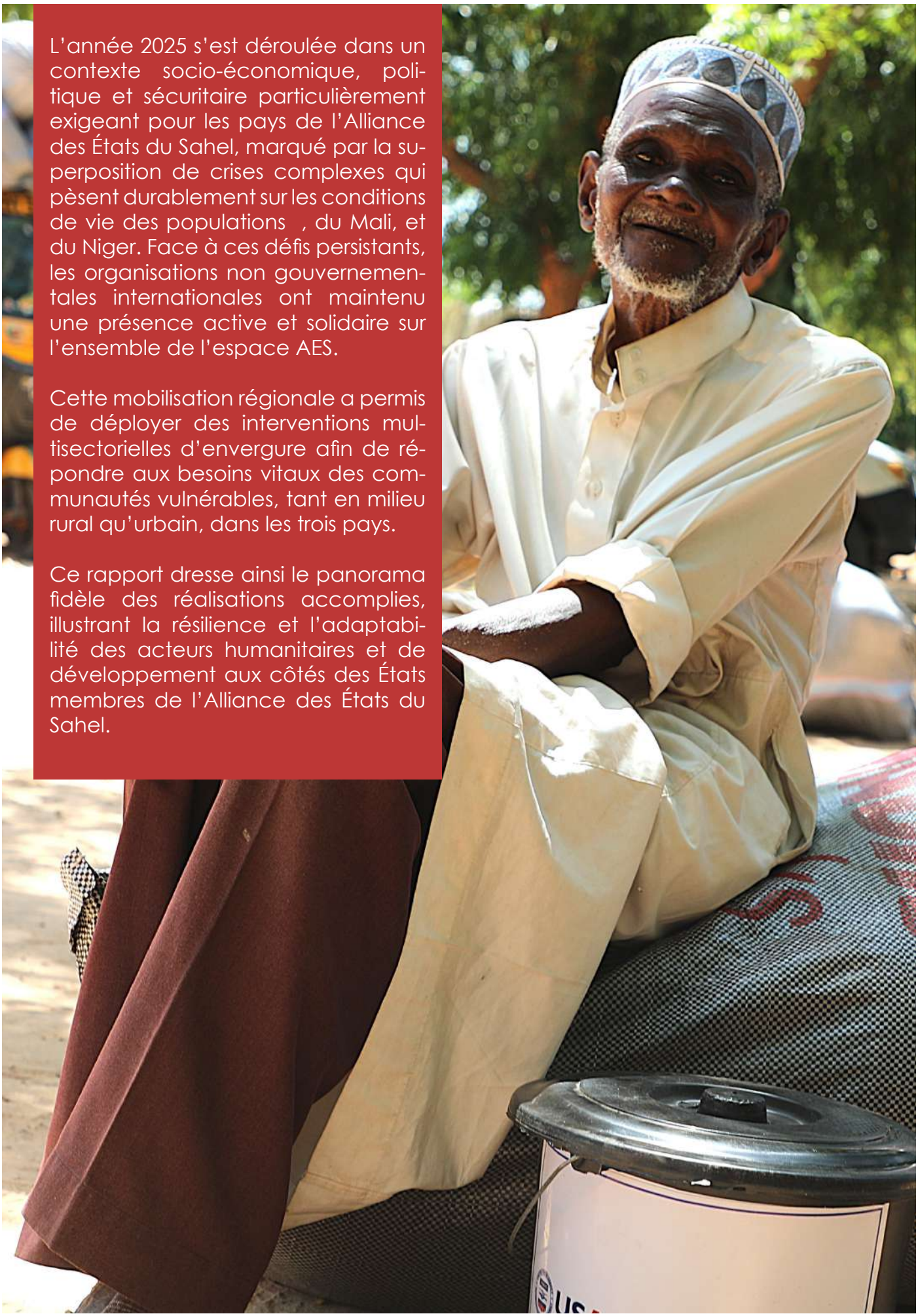
Herman Pingwendé Zoungrana, Président du FONGIM, Directeur Pays Caritas Suisse

Djaffra Traoré, Président de l'OIREN, Directeur Pays d'Action Contre la Faim - ACF

L'année 2025 s'est déroulée dans un contexte socio-économique, politique et sécuritaire particulièrement exigeant pour les pays de l'Alliance des États du Sahel, marqué par la superposition de crises complexes qui pèsent durablement sur les conditions de vie des populations , du Mali, et du Niger. Face à ces défis persistants, les organisations non gouvernementales internationales ont maintenu une présence active et solidaire sur l'ensemble de l'espace AES.

Cette mobilisation régionale a permis de déployer des interventions multisectorielles d'envergure afin de répondre aux besoins vitaux des communautés vulnérables, tant en milieu rural qu'urbain, dans les trois pays.

Ce rapport dresse ainsi le panorama fidèle des réalisations accomplies, illustrant la résilience et l'adaptabilité des acteurs humanitaires et de développement aux côtés des États membres de l'Alliance des États du Sahel.



INTRODUCTION

L'espace de l'Alliance des États du Sahel (AES) connaît depuis plusieurs années une conjoncture particulièrement exigeante. La superposition de crises sécuritaires, de chocs climatiques récurrents et de défis socio-économiques structurels pèse lourdement sur les conditions de vie des populations. L'action humanitaire et de développement ne peut plus se concevoir de manière isolée ou réactive ; elle exige une coordination renforcée et une synergie d'action régionale.

C'est dans cette dynamique de solidarité transfrontalière que s'inscrit le présent rapport, fruit de la collaboration entre les fora des pays de l'AES : le Forum des ONG Internationales Humanitaires au Burkina Faso (FONGIH), le Forum des ONG Internationales au Mali (FONGIM) et les Ong Internationales REprésentées au Niger (OIREN), unissent leurs forces pour répondre aux urgences vitales et bâtir un développement durable et résilient.

L'exercice de redevabilité documenté ici met en lumière l'ampleur de la mobilisation collective en 2025. Pas moins de 184 ONG internationales ont contribué aux réponses humanitaires et de développement dans les trois pays de l'AES. Grâce à leurs partenaires techniques et financiers, un budget total de 275 241 880 557 FCFA (419, 60 millions d'euros) a été mobilisé, atteignant directement 8 645 985 bénéficiaires.

Cette efficacité repose sur un ancrage local prononcé : sur 11 304 employés mobilisés, 10 748 sont des ressortissants nationaux (95 %), témoignant de la volonté de renforcer les compétences locales et de favoriser la localisation de l'aide. L'intégration des ONGI dans l'économie régionale se traduit aussi par une contribution fiscale de 34 592 918 365 FCFA (environ 53 millions d'euros), soit 12,08 % du budget total.

67 % des interventions ont adopté une approche combinée « humanitaire et développement », les 33 % restants se concentrant sur l'un ou l'autre volet. Cette vision intégrée se reflète aussi dans le partenariat avec les acteurs locaux : 89 744 433 466 FCFA leur ont été alloués, avec un partage des coûts indirects effectif pour 58 % des ONGI contributrices.

Ce rapport reflète les efforts conjoints déployés dans les secteurs clés (sécurité alimentaire, santé-nutrition, éducation, protection, eau-hygiène-assainissement) et constitue un outil d'évaluation et un plaidoyer pour préserver les moyens de l'action humanitaire et de développement dans l'espace AES. Le FONGIH, le FONGIM et l'OIREN réaffirment leur engagement aux côtés des populations et des autorités de l'AES pour bâtir un avenir stable, digne et résilient.



RÉCAPITULATIF

En 2025, 184 ONG internationales membres du FONGIH, du FONGIM et de l'OIREN ont conjugué leurs efforts pour répondre aux besoins humanitaires et de développement dans les trois pays de l'Alliance des États du Sahel : le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Cette mobilisation collective a représenté un budget total de **275 241 880 557 FCFA**, soit **(419, 60 millions d'euros)**, porté par **11 304 personnes employées** sur le terrain.

ONGI contributrices

184 ONGI en 2025

Bénéficiaires atteints

8 645 985 personnes



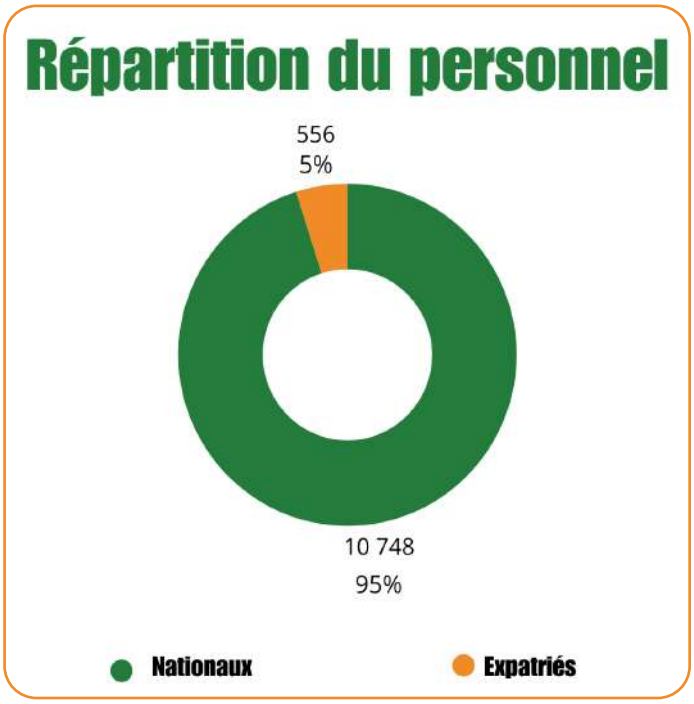
RESSOURCES HUMAINES MOBILISÉES

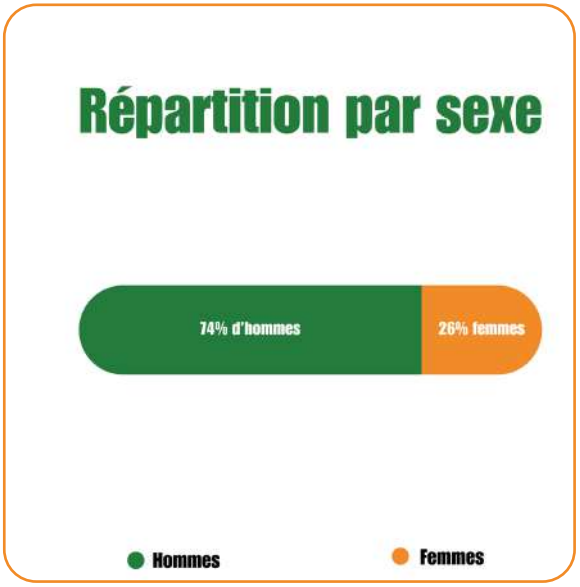


La réponse des ONG internationales dans l'espace AES a mobilisé **11 304 personnes** en 2025. Cette main-d'œuvre est très largement nationale : **10 748 personnes, soit 95 % des effectifs**, sont des personnels maliens, burkinabè ou nigériens, contre **556 expatriés (5 %)**. Ce ratio traduit une démarche de localisation de l'aide déjà avancée dans les trois pays, qui s'appuie en priorité sur les compétences et le personnel locaux plutôt que sur du personnel international.

Sur le plan de la répartition par genre, les équipes restent majoritairement masculines : **74 % des effectifs sont des hommes, contre 26 % de femmes**.



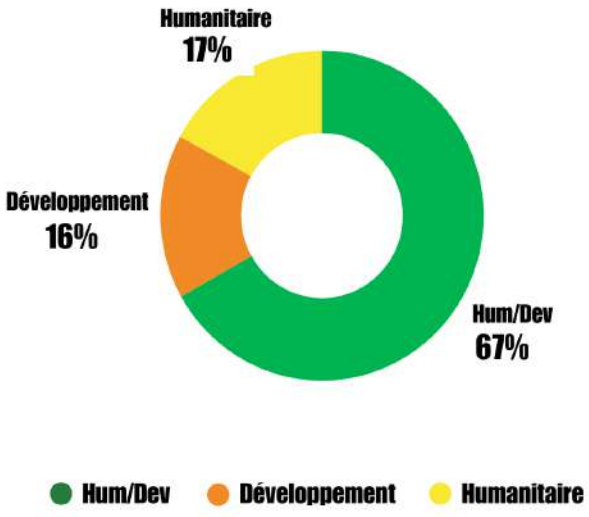




RESSOURCES FINANCIÈRES MOBILISÉES



Répartition par type d'intervention



Contribution aux impôts

34 592 918 365 FCFA

Budget total

275 241 880 557 FCFA

Les ONG internationales membres du FONGIH, du FONGIM et de l'OIREN ont mobilisé, en 2025, un budget cumulé de **275 241 880 557 FCFA (419, 60 millions d'euros)** au profit des populations du Mali, du Burkina Faso et du Niger.

RESSOURCES FINANCIÈRES MOBILISÉES



Au-delà de leur action directe, les ONGI contribuent à l'économie locale des trois pays : **34 592 918 365 FCFA** (53 millions d'euros), soit **12,08 %** du budget total, ont été versés sous forme de contributions aux impôts et taxes nationales.

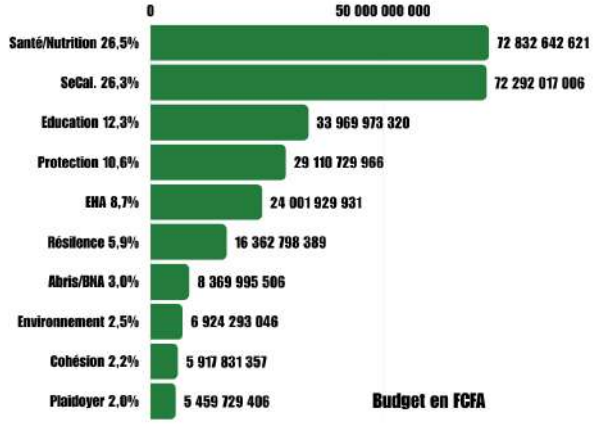
Un budget partenaire de **89 744 433 466 FCFA**, représentant **31,3 %** du budget global, a par ailleurs été rétrocédé à des organisations partenaires, dont une large part d'ONG nationales : **58 %** des ONGI contributrices partagent en effet leurs coûts indirects avec des ONG nationales, dans une logique de renforcement des capacités locales et de localisation de l'aide.

Budget alloué aux Partenaires (ONGN)

89 744 433 466 FCFA

31.3 % du budget total

Répartition du budget par secteur



Partage des coûts indirects avec les ONGN

58%

des ONGI contributrices partagent les coûts indirects avec les ONG Nationales

Pour mener à bien leurs missions au cours de cette année 2025, les organisations membres du FONGIH, FONGIM et de l'OIREN ont su mobiliser des ressources substantielles à l'échelle des trois pays de l'Alliance des États du Sahel, malgré un climat financier particulièrement contraignant. Ces efforts se traduisent par des investissements majeurs orientés en priorité vers la couverture des besoins essentiels et le renforcement de la résilience à long terme des populations du Burkina Faso, du Mali et du Niger.

L'impact de ces actions repose avant tout sur un ancrage local fort et une expertise de terrain de qualité, incarnée par un personnel majoritairement national dans chacun des trois pays. Par ailleurs, la contribution fiscale significative des organisations témoigne de leur intégration formelle et de leur participation active aux économies nationales de l'espace AES.







RÉPONSES SECTORIELLES



Les interventions menées en 2025 se sont structurées autour de six secteurs clés, avec une attention particulière portée aux domaines vitaux que sont la santé, la nutrition et la sécurité alimentaire. Ces secteurs stratégiques ont concentré l'essentiel des investissements des ONGI afin d'apporter des réponses adaptées aux urgences sanitaires et alimentaires qui touchent les populations Burkina Faso, du Mali et du Niger.

Du soutien aux structures de santé à la relance des moyens de subsistance, en passant par l'éducation, l'accès à l'eau potable et la protection, chaque secteur a permis d'obtenir des résultats tangibles à l'échelle des trois pays de l'Alliance des États du Sahel.

L'action conjointe des ONGI démontre ainsi une volonté constante de lier l'assistance immédiate à des perspectives de développement durable dans l'ensemble de l'espace AES.



EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

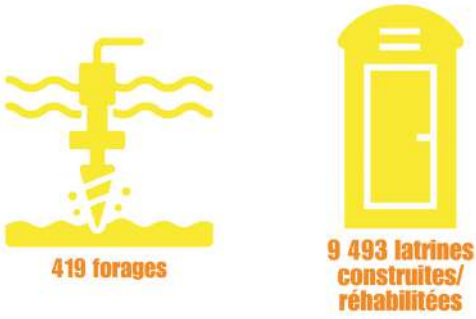
Dans les trois pays de l'AES, les ONG internationales ont renforcé l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement de base, avec **419 forages** réalisés et **978 points d'eau** créés ou réhabilités, dont **559 points d'eau potable et 419 points d'eau sommaires**. Ces infrastructures ont été complétées par la construction ou la réhabilitation de **9 493 latrines** (8 380 nouvelles constructions et 1 113 réhabilitations), améliorant les conditions d'hygiène des communautés malienne, burkinabè et nigérienne.

- 978 Points d'eau réalisés/réhabilités
- 869 Comités de gestion créés
- 27 876 Dispositifs de lavage des mains distribués
- 9 902 Sessions de sensibilisation à l'hygiène



La pérennisation de ces ouvrages a été recherchée à travers la mise en place de **869 comités de gestion**, tandis que la prévention sanitaire a été soutenue par la distribution de **27 876 dispositifs** de lavage des mains et la tenue de **9 902 sessions** de sensibilisation à l'hygiène.

Le secteur a mobilisé un budget de **24 001 929 931 FCFA**, réparti entre le Niger (11 631 446 783 FCFA), le Mali (7 994 548 965 FCFA) et le Burkina Faso (4 375 934 183 FCFA).



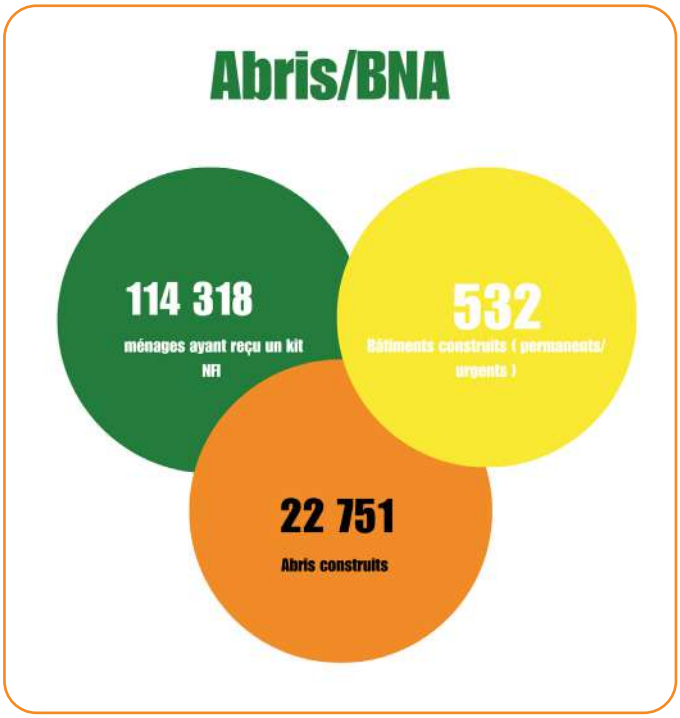


ABRIS ET ARTICLES MENAGERS ESSENTIELS

ABRIS ET ARTICLES MÉNAGERS ESSENTIELS

Face aux déplacements de population liés à la crise sécuritaire dans l'espace AES, les ONG internationales ont assisté **114 318 ménages** en kits d'articles ménagers essentiels (NFI), répartis entre le Mali (54 168 ménages), le Burkina Faso (33 799 ménages) et le Niger (26 351 ménages). Cette aide d'urgence a été complétée par la construction de **22 751 abris**, dont 21 561 abris d'urgence et 1 190 abris permanents, ainsi que 532 bâtiments communautaires ou institutionnels.

Ce secteur, essentiel à la dignité et à la protection des personnes déplacées et des communautés hôtes, a mobilisé un budget de **8 369 995 506 FCFA** en 2025, porté principalement par le Mali (4 075 097 702 FCFA), suivi du Niger (2 846 831 642 FCFA) et du Burkina Faso (1 448 066 162 FCFA).







ÉDUCATION

ÉDUCATION

Malgré un contexte sécuritaire qui fragilise l'accès à l'école dans plusieurs régions de l'AES, les ONG internationales ont soutenu **3 437 écoles** en équipements et matériel pédagogique, et réhabilité ou construit **1 183 salles de classe**.

Ces interventions ont permis l'inscription de **231 224 enfants** (115 908 filles et 115 316 garçons), dont 43 738 enfants (24 572 filles et 19 166 garçons) ont pu accéder à une éducation grâce aux programmes de Scolarisation Accélérée, destinés aux enfants déscolarisés ou n'ayant jamais été scolarisés.

3 437 écoles appuyées en équipements et matériels

16 090 enseignants formés

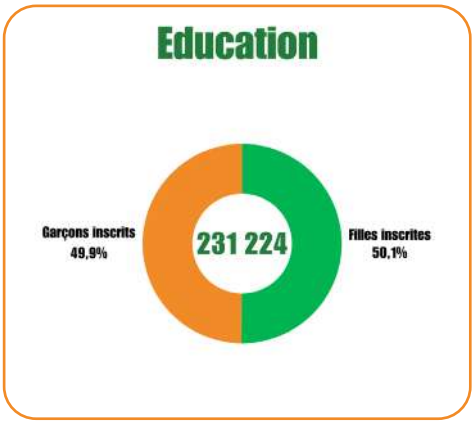
14 502 jeunes formés en formation professionnelle

1 418 centres SAA/P mis en place



La qualité de l'offre éducative a également été renforcée par la formation de **16 090 enseignants**, tandis que **14 502 jeunes** ont bénéficié d'une formation professionnelle leur ouvrant des perspectives d'insertion économique. Les ONGI ont par ailleurs mis en place **484 cantines scolaires**, **1 219 espaces d'apprentissage** et **1 418 centres** SSA/P (Scolarisation Accélérée / Stratégie Alternative).

Le secteur éducation a mobilisé un budget de **33 969 973 320 FCFA**, porté par le Niger (15 413 817 900 FCFA), le Mali (14 871 612 836 FCFA) et le Burkina Faso (3 684 542 584 FCFA).





SANTÉ ET NUTRITION

SANTÉ ET NUTRITION

Le secteur santé et nutrition demeure le premier poste budgétaire des ONG internationales dans l'espace AES, avec **72 292 017 006 FCFA** mobilisés en 2025, portés par le Mali (44 006 257 244 FCFA), le Niger (16 269 756 866 FCFA) et le Burkina Faso (12 016 002 896 FCFA). Cet investissement a permis d'appuyer en équipements **1 963 centres de santé communautaire** et d'approvisionner 1 804 structures en vaccins.

La couverture vaccinale a bénéficié à **1 784 027 enfants** de 0 à 59 mois, tandis que la lutte contre la malnutrition a permis de dépister **1 810 494 enfants**, dont **604 255** ont été effectivement pris en charge au titre de la malnutrition aiguë modérée ou sévère (MAM/MAS). Pour renforcer durablement l'offre de soins, **35 315 agents** de santé et **24 878 acteurs communautaires** ont été formés. Les ONGI ont par ailleurs pris en charge **374 605 jeunes** et adolescents pour des problématiques de santé reproductive, des droits et de la sexualité (SRDS).

604 255
enfants pris en charge pour malnutrition (MAM/MAS)

1 810 494
Enfants dépistés pour la malnutrition

35 315
agents de santé formés

1 784 027
enfants de 0 - 59 mois complètement vaccinés





SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

| SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La sécurité alimentaire et les moyens d'existence constituent le premier secteur d'intervention budgétaire des ONG internationales dans l'AES, avec **72 832 642 621 FCFA** mobilisés en 2025, portés en premier lieu par le Niger (34 285 131 018 FCFA), puis le Mali (27 414 065 513 FCFA) et le Burkina Faso (11 133 446 090 FCFA).

Cette enveloppe a permis d'assister **839 552 personnes** en vivres et en transferts monétaires, dont **522 502 personnes déplacées internes**, particulièrement exposées à l'insuffisance alimentaire liée aux crises sécuritaires régionales.





Au-delà de l'urgence, les ONGI ont soutenu les moyens d'existence pastoraux et agricoles : **106 251 tonnes** d'aliments bétail ont été distribuées et **36 913 petits ruminants** redistribués aux éleveurs.

Sur le volet agricole, **3 510,10 hectares** de sites maraîchers ont été aménagés, **945 champs-écoles** de producteurs mis en place et 103 banques d'intrants alimentaires créées.

Au total, **253 843 personnes** ont été formées, dont **203 991** en techniques agricoles et **49 852** en techniques d'élevage, consolidant la résilience des ménages face aux chocs alimentaires récurrents du Sahel.

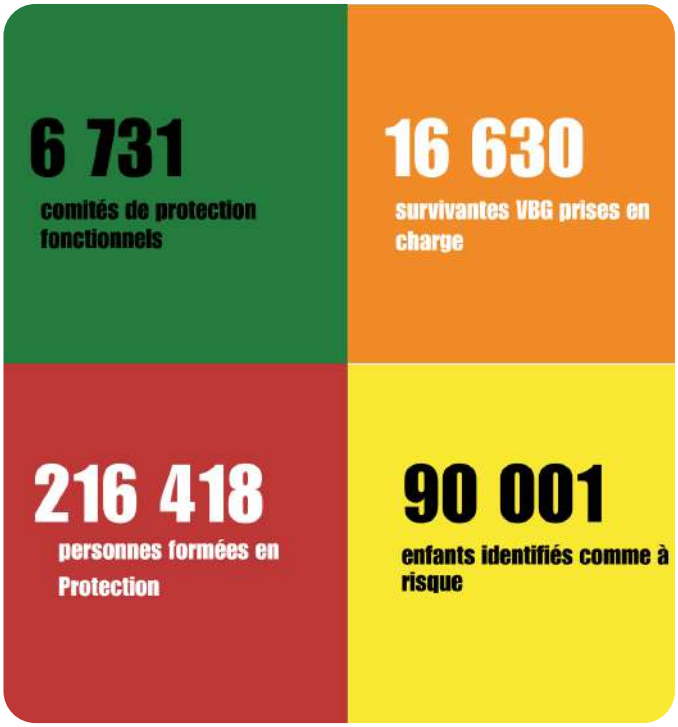


PROTECTION

| PROTECTION

Dans un contexte sécuritaire régional qui expose fortement les populations civiles, les ONG internationales ont consolidé les mécanismes communautaires de protection : **6 731 comités de protection** sont aujourd'hui fonctionnels dans l'espace AES, et **14 744 leaders et relais communautaires** ont été formés à la prévention des violences basées sur le genre (VBG).

Sur le volet protection de l'enfance, **90 001 enfants** ont été identifiés comme étant à risque et **91 539 enfants** ont bénéficié d'un suivi individuel.





La prise en charge des survivantes de VBG a concerné **16 630 personnes**, tandis que **124 639 personnes** ont reçu un accompagnement psychologique spécialisé.

Les ONGI ont par ailleurs mené un important travail de prévention, avec 216 418 personnes formées en protection et **203 010 sessions de sensibilisation** organisées sur le territoire des trois pays.

Le secteur protection a mobilisé un budget de **29 110 729 966 FCFA**, porté par le Niger (12 454 643 259 FCFA), le Mali (9 878 612 065 FCFA) et le Burkina Faso (6 777 474 642 FCFA).







DÉFIS RENCONTRÉS

DÉFIS RENCONTRÉS



L'année 2025 a été marquée, dans les trois pays de l'AES, par une dégradation persistante du contexte sécuritaire, qui continue de restreindre l'accès humanitaire à de nombreuses zones du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Dans plusieurs régions, les ONG internationales ont dû suspendre temporairement certaines activités ou adapter leurs modes d'intervention à distance, faute de pouvoir garantir la sécurité de leurs équipes. Ces contraintes d'accès, combinées à l'insuffisance des infrastructures routières dans certaines zones, ont complexifié l'acheminement de l'aide et renchéri le coût des opérations pour l'ensemble des ONG internationales membres du FONGIH, du FONGIM et de l'OIREN.

Ce contexte sécuritaire s'est accompagné d'une baisse significative des financements humanitaires disponibles à l'échelle régionale, alors même que les besoins des populations demeurent élevés. Plusieurs bailleurs historiques de la réponse sahélienne ont réduit ou réorienté leurs enveloppes, contraignant les ONGI à prioriser certaines interventions au détriment d'autres, et à intensifier leurs efforts de mobilisation de ressources auprès de nouveaux partenaires.

Les ONGI ont également dû composer avec des contraintes administratives et réglementaires variables d'un pays à l'autre de l'AES, qu'il s'agisse des procédures d'enregistrement, des exonérations fiscales ou des autorisations de déplacement vers certaines zones. Cette hétérogénéité réglementaire alourdit la gestion administrative des programmes menés simultanément dans les trois pays et retarde parfois la mise en œuvre des activités sur le terrain.

Les chocs climatiques récurrents (sécheresses, inondations, irrégularité des pluies) ont par ailleurs continué de peser sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des communautés sahéliennes, venant se superposer à la crise sécuritaire et renforçant la vulnérabilité des populations déjà affectées par les déplacements.

Enfin, la coordination entre les trois forums d'ONG internationales (FONGIH au Burkina Faso, FONGIM au Mali, et OIREN au Niger) s'est heurtée à la diversité des contextes institutionnels nationaux et à la difficulté de disposer de données consolidées et comparables à l'échelle de l'AES, un enjeu que ce rapport régional vise justement à commencer à combler.



PERSPECTIVES

PERSPECTIVES



Face à la persistance de la crise sécuritaire et à la contraction des financements humanitaires, les ONG internationales membres du FONGIH, du FONGIM et de l'OIREN entendent poursuivre et renforcer leur coordination à l'échelle des trois pays de l'AES, afin de mutualiser les ressources disponibles et d'optimiser l'accès aux populations les plus vulnérables du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Cette coordination renforcée passera notamment par un partage régulier d'informations et d'analyses entre les trois forums, ainsi que par l'harmonisation progressive des outils de suivi afin de disposer, à terme, d'indicateurs régionaux consolidés et comparables d'une année sur l'autre.

Les ONGI continueront également à approfondir la localisation de l'aide, déjà engagée à travers un taux élevé de personnel national et le partage des coûts indirects avec les ONG nationales. Cette démarche se traduira par un investissement accru dans le renforcement des capacités des acteurs locaux et des organisations de la société civile des trois pays, afin qu'ils soient en mesure de porter une part croissante de la réponse humanitaire et de développement.

Le plaidoyer pour un accès humanitaire sécurisé restera une priorité partagée des ONGI auprès des autorités nationales et des partenaires techniques et financiers, de même que la mobilisation de financements pérennes et flexibles, seuls à même de répondre à des besoins qui restent durablement élevés dans l'espace AES.

Sur le plan opérationnel, les ONGI entendent poursuivre l'investissement dans des réponses combinant l'urgence et le développement, afin de bâtir la résilience durable des communautés sahéliennes face aux crises sécuritaires et climatiques récurrentes. Une attention particulière continuera d'être portée aux secteurs de la sécurité alimentaire, de la santé-nutrition et de la protection, qui concentrent aujourd'hui l'essentiel des besoins non couverts.

Enfin, les trois forums entendent approfondir leur dialogue avec les autorités de l'Alliance des États du Sahel et les institutions régionales, afin de construire un cadre de collaboration durable entre les ONG internationales et les instances de l'AES, dans le respect des principes humanitaires et au bénéfice des populations du Mali, du Burkina Faso et du Niger.



La durabilité et l'efficacité des actions humanitaires et de développement reposent fondamentalement sur la qualité des partenariats institutionnels et l'appropriation locale des projets. Les initiatives menées en 2025 illustrent la pertinence d'une collaboration étroite entre les ONGI, les services techniques et les collectivités territoriales.



BONNES PRATIQUES

Action Contre la Faim transforme une réponse d'urgence en une réponse durable d'accès à l'eau potable à Piéla

Dans la commune de Piéla, province de la Gnagna, région de la Sirba, Action contre la Faim a démontré courant avril 2026 qu'une réponse d'urgence peut constituer la première étape d'une solution durable d'accès à l'eau potable.

En effet, face à une forte demande saisonnière en eau potable et à la pression croissante exercée sur les infrastructures existantes, Action contre la Faim a dans un premier temps mis en place un système de pompage solaire d'urgence (Water Pumping) afin de répondre rapidement aux besoins des populations vulnérables.

Le dispositif de Water Pumping est parti d'un système initial de Pompe à Motricité Humaine (PMH) existant qui a été remplacé par une pompe solaire refoulant l'eau vers un réservoir souple (bladder) d'une capacité de 10 m³. L'eau était ensuite distribuée par gravité à travers deux rampes totalisant 8 robinets, garantissant un accès sécurisé et organisé aux usagers.

Grâce à cette infrastructure, environ **16 000 litres d'eau potable** ont été distribués chaque jour au profit de près de **1 600 personnes**, conformément aux standards humanitaires. Cette intervention a permis de réduire significativement les temps d'attente, les risques sanitaires liés à la consommation d'eau insalubre ainsi que les tensions autour de l'accès à la ressource. Au-delà de sa fonction d'urgence, ce système de Water Pumping a servi de tremplin vers une solution plus pérenne. Cette approche innovante a permis de valoriser une infrastructure existante tout en répondant immédiatement aux besoins des populations.





Elle illustre la capacité d'Action contre la Faim à articuler réponse humanitaire et développement en créant des solutions réplicables dans d'autres contextes confrontés à des besoins accrus ou saisonniers en eau potable.

Dans une logique de pérennisation des acquis, Action contre la Faim a dans un second temps transformé ce forage en une mini-Adduction d'Eau Potable (mini-AEP). Avec l'appui financier de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Sida), l'ouvrage a été équipé d'un château d'eau métallique d'une capacité de 10m3 et de deux bornes fontaines permanentes.

Ce choix stratégique a permis d'éviter un retour à une pompe à motricité humaine après la phase d'urgence et s'inscrivait pleinement dans les orientations nationales visant à renforcer l'accès durable à l'eau potable. La nouvelle infrastructure dessert désormais plus de 1 500 personnes conformément aux standards de desserte en eau potable.

À Piéla, l'eau ne représente donc plus uniquement une réponse à l'urgence. Elle devient un investissement durable au service de toute une communauté. Cette réalisation contribue à l'amélioration des conditions d'hygiène, à la prévention des maladies hydriques, à la réduction des conflits liés à l'accès à l'eau et au renforcement de la résilience des populations.

L'intervention a été mise en œuvre en étroite collaboration avec les autorités locales, les services techniques de l'État et les structures communautaires afin de garantir l'appropriation locale et la gestion durable de l'ouvrage.

Le système de Water Pumping a été réalisé grâce au financement de l'Union européenne à travers ECHO, en cofinancement avec le Département d'État américain (DOS). La transformation de cette réponse d'urgence en mini-AEP durable a été rendue possible grâce au soutien de Sida. Ensemble, ces partenaires contribuent à promouvoir des solutions innovantes et durables pour améliorer l'accès aux services essentiels des populations affectées par les crises humanitaires au Burkina Faso.

De la mobilisation communautaire à la décision municipale : lutter contre le mariage d'enfants à Kombissiri

Le défi

Malgré les avancées du cadre juridique burkinabè en matière de protection de l'enfant et de mariage, le mariage d'enfants demeurait une réalité préoccupante à Kombissiri, dans la région du Nazinon. Le défi consistait donc à garantir que les engagements pris au niveau national en faveur de la protection des filles se traduisent par des actions concrètes au niveau local.

Une approche fondée sur les acteurs locaux

Dans le cadre du projet Break Free mis en œuvre par Plan International Burkina Faso, l'approche a consisté à renforcer les capacités d'acteurs directement liés à la vie de la communauté, notamment les jeunes : jeunes formés, Conseil municipal, autorités coutumières et autres acteurs communautaires.

L'objectif n'était pas simplement de sensibiliser sur les méfaits du mariage d'enfants, mais de créer une dynamique de plaidoyer permettant de faire évoluer la décision au niveau local.

Des actions de plaidoyer communautaire ont ainsi été conduites en direction d'audiences ciblées, avec une attention particulière portée aux acteurs susceptibles d'influencer ou de prendre la décision.





Le changement obtenu

Cette démarche a contribué à l'adoption, en décembre 2025, d'un décret communal interdisant le mariage d'enfants sur le territoire concerné.

L'intérêt de cette expérience réside précisément dans ce passage :

Sensibiliser → mobiliser→ influencer →obtenir une décision→créer un changement local concret.

Le plaidoyer a ainsi permis de donner une traduction territoriale à un engagement de protection, en rapprochant le cadre normatif des réalités communautaires.

Pourquoi cette pratique est intéressante ?

L'expérience montre qu'un plaidoyer communautaire peut produire des changements institutionnels lorsqu'il repose sur quatre éléments :

- Des acteurs locaux capables de porter le plaidoyer ;
- Une bonne identification des détenteurs de pouvoir et des décideurs ;
- Des messages adaptés aux différentes audiences ;
- Une stratégie visant explicitement une décision ou un engagement mesurable.

L'enseignement clé

Le plaidoyer devient particulièrement puissant lorsqu'il ne s'arrête pas à la sensibilisation, mais vise une décision précise, portée par l'acteur qui détient réellement le pouvoir de changer la situation.

Quand la synergie inter-acteurs accélère l'accès à l'identité légale

Face aux délais importants d'établissement des actes de naissance pour des enfants déplacés, NRC a misé sur une réponse fondée sur la synergie : partir des écoles et des communautés pour identifier les enfants concernés, puis réunir les acteurs de la chaîne de documentation civile autour d'un diagnostic partagé, d'une feuille de route et de responsabilités communes. Cette mobilisation coordonnée a permis l'enregistrement rapide d'enfants déplacés dans la fenêtre de trois mois du mécanisme RRM.

Un obstacle administratif aux conséquences éducatives concrètes

Dans les zones concernées, l'obtention d'un acte de naissance pour un enfant déplacé pouvait être particulièrement lente. Les procédures nécessitaient notamment d'attendre des opérations spéciales d'enregistrement, avec plusieurs acteurs interviennant dans la chaîne — acteurs communautaires, conseils d'école, enseignants, services de l'état civil et administration — avec des défis en matière de coordination et de célérité..

Cette situation avait un impact direct sur les enfants : certains restaient longtemps sans acte de naissance et rencontraient des difficultés dans leur parcours scolaire, notamment à l'approche des classes d'examen. L'objectif du plaidoyer était donc simple et concret : permettre une régularisation plus rapide de leur situation.



La bonne pratique : faire de la coordination un levier de plaidoyer

L'expérience montre que le plaidoyer n'a pas reposé uniquement sur un dialogue bilatéral avec une autorité. Il a consisté à créer une dynamique collective entre les acteurs qui détenaient chacun une partie de la solution. La synergie a ainsi permis de transformer un problème constaté au niveau des écoles en une réponse coordonnée, avec des rôles et des actions clairement identifiés.

LA SYNERGIE EN PRATIQUE

- *Écoles et enseignants : identification des élèves sans actes de naissance, établissement de la filiation*
- *Communautés/Conseil d'écoles : connaissance des besoins, ancrage local, identification et mobilisation des parents d'élève*
- *Haut-Commissariat : portage administratif*
- *État civil et tribunal départemental : traitement des démarches, vérification de l'enregistrement des enfants dans les registres de l'état civil.*
- *Équipes ICLA/Éducation : facilitation, coordination, suivi et assistance des parents pour la délivrance des actes.*

Comment cette synergie a été construite ?

- Les écoles et les enfants ne disposant pas d'acte de naissance ont d'abord été identifiés à partir du ciblage du Secteur Éducation de NRC, avec l'appui des directions provinciales de l'éducation et de l'action humanitaire .
- La situation a ensuite été portée à l'attention de l'administration de tutelle, notamment les Haut-Commissaires.
- NRC a facilité des ateliers de plaidoyer réunissant les différents maillons de la chaîne : état civil, leaders communautaires, enseignants, conseils d'école, action humanitaire et équipes ICLA/Éducation.
- Plutôt que de traiter séparément chaque difficulté, les acteurs ont analysé ensemble les obstacles rencontrés par les élèves pour accéder à la documentation civile.

Cette analyse collective a débouché sur une feuille de route pour une assistance rapide, puis sur un plan de mise en œuvre et de suivi précisant les responsabilités des différents acteurs.

Ce que la synergie a changé

Le principal changement documenté est l'enregistrement rapide d'enfants déplacés en actes de naissance dans les délais de trois mois du RRM, alors que cette rapidité n'était pas garantie auparavant. La démarche a également permis d'identifier collectivement les barrières à l'enregistrement et de formaliser une feuille de route ainsi qu'un mécanisme de suivi. La dynamique créée autour de l'accès à la documentation a bénéficié au-delà des seuls enfants déplacés, avec des enfants non scolarisés ayant repris le chemin de l'école.

Pourquoi cette approche a fonctionné

- Une bonne connaissance des acteurs et la capacité à les mobiliser autour d'un objectif commun.
- L'ancrage communautaire de NRC, qui a permis de partir de besoins réels identifiés au niveau des écoles et des communautés.
- L'engagement des différents services technique de l'état : 'état civil, tribunal départemental, services techniques de l'éducation et de l'action humanitaire qui ont adhéré à la démarche et facilité le processus.

La complémentarité entre les département assistance légale et de NRC.

Un partenariat institutionnel structurant pour le renforcement durable du secteur WASH au Mali

La mise en œuvre du Plan d'Affaires 2021-2025 de **World Vision International** s'est appuyée sur une collaboration étroite avec l'État malien, notamment la Direction Nationale de l'Hydraulique (DNH), les services techniques déconcentrés et les collectivités territoriales. Ce cadre a permis d'aligner les interventions WASH sur les politiques nationales, en favorisant l'appropriation institutionnelle, la cohérence sectorielle et la durabilité des investissements.

Des résultats concrets en matière d'eau potable

Entre 2021 et 2025, ce partenariat a permis de construire 432 forages équipés de pompes manuelles, 204 adductions d'eau sommaires (AES/SHVA) et 721 bornes fontaines, bénéficiant à plus de 660 000 personnes pour l'accès à l'eau potable. Les ouvrages ont respecté les normes techniques nationales, avec une implication systématique de l'État dans la planification, la validation technique, le suivi et la réception des travaux.

Dans le domaine de l'assainissement, 38 869 latrines familiales et 407 cabines de latrines dans les écoles et centres de santé ont été construites, avec un suivi post-certification de 199 communautés ayant atteint la fin de défécation à l'air libre (FDAL). Plus de 220 000 personnes ont bénéficié de l'assainissement, et plus de 750 000 personnes ont été touchées par les activités de promotion de l'hygiène, en coordination avec les acteurs techniques et communautaires.





Investissement et approches innovantes

Ce plan, soutenu par près de 36 millions de dollars US, a permis de tester des approches reconnues : l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC), l'intégration du WASH dans les écoles et centres de santé, et des modèles territoriaux de Couverture Universelle. Le cercle de Kolokani illustre ce potentiel, plusieurs communes y ayant atteint des niveaux élevés de couverture, portée conjointement par l'État, les collectivités et les partenaires techniques.

Renforcement institutionnel

Au-delà des infrastructures, le partenariat a renforcé les capacités institutionnelles des acteurs publics et communautaires en matière de gouvernance des services, de gestion des infrastructures, de suivi-évaluation et de redevabilité, tout en améliorant la coordination entre les niveaux national et local.

Un nouveau cycle 2026-2030

Fort de ces acquis, le partenariat a été consolidé pour une nouvelle période stratégique. En janvier 2026, WVI Mali et la DNH ont signé le protocole de partenariat pour le Plan d'Affaires WASH 2026-2030, visant à approfondir la coopération institutionnelle afin de soutenir durablement l'accès aux services d'Eau, d'Hygiène et d'Assainissement (EHA), notamment en milieu rural. Cette phase capitalisera sur les enseignements du cycle précédent pour renforcer la durabilité des services, approfondir la couverture universelle, améliorer la gouvernance sectorielle et atteindre les populations exclues. Les priorités incluent la qualité et la sécurité des services, le financement durable, la résilience face aux chocs climatiques et humanitaires, ainsi qu'une intégration renforcée du WASH avec la santé et l'éducation.

Ce partenariat illustre une bonne collaboration entre l'État malien et un partenaire de développement, fondée sur le respect des mandats institutionnels, l'appropriation nationale et la recherche d'un impact durable, positionnant le WASH comme un levier stratégique du développement humain et de la résilience des communautés au Mali.

La collaboration institutionnelle au service de l'inclusion du handicap au Mali

Sightsavers est une ONGI Britannique présente au Mali depuis 1991. Ses interventions s'articulent autour de cinq domaines thématiques majeurs : la sante oculaire inclusive, les Maladies Tropicales Négligées, l'Education Inclusive, l'Inclusion Sociale et l'autonomisation économique des personnes handicapées. Elle travaille en étroite collaboration avec les autorités nationales, les partenaires techniques et financiers ainsi qu'avec les organisations de la société civile afin de promouvoir l'inclusion et d'améliorer l'accès équitable aux services essentiels pour les populations les plus vulnérables, en particulier des personnes handicapées.

Depuis 2025, Sightsavers met en œuvre le projet WISH2 WACA (Women's Integrated Sexual Health-West and Central Africa) en partenariat avec plusieurs organisations non gouvernementales internationales et avec l'appui financier du Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO) du Royaume-Uni. Ce projet vise à améliorer l'accès des populations, notamment des femmes, des adolescentes, des jeunes et des personnes handicapées, à des services de santé sexuelle et reproductive de qualité, inclusifs, accessibles et respectueux des droits humains.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, la qualité de la collaboration entre Sightsavers et les structures techniques de l'État, notamment l'Office National de la Santé de la Reproduction (ONASR) et la Direction Générale de la Santé et de l'Hygiène Publique (DGSHP), s'est révélée particulièrement déterminante.





Cette synergie institutionnelle a constitué un facteur clé dans l'atteinte des résultats et la réussite des différentes interventions mises en œuvre.

La collaboration avec l'ONASR a notamment permis d'assurer une coordination efficace des activités de formation des prestataires de santé sur l'inclusion du handicap et le consentement éclairé. Grâce à son accompagnement technique, à son expertise et à son implication continue tout au long du processus, ces activités ont bénéficié d'une forte mobilisation des acteurs du système de santé ainsi que d'une adhésion accrue des structures sanitaires des régions de Koulikoro, Ségou, San et Tombouctou. Cette dynamique a contribué au renforcement des capacités des prestataires et à une meilleure compréhension des enjeux liés à l'accès équitable des personnes handicapées aux services de santé sexuelle et reproductive.

Par ailleurs, l'implication de la DGSHP a joué un rôle déterminant dans l'organisation du Dialogue de haut niveau sur l'équité en santé des personnes handicapées. Son leadership institutionnel et son engagement ont favorisé la mobilisation des principaux décideurs, responsables de programmes et partenaires du secteur de la santé autour de la nécessité d'intégrer davantage le handicap dans les politiques, stratégies et programmes sanitaires. Cette collaboration a également permis d'amorcer une réflexion nationale sur la mise en œuvre des recommandations issues du dialogue ainsi que sur l'opérationnalisation du guide d'action élaboré à cette occasion.

Au-delà des résultats obtenus, ces expériences démontrent l'importance d'un partenariat solide et stratégique entre Sightsavers et les structures étatiques pour promouvoir des systèmes de santé plus inclusifs, équitables et durables au Mali. Elles mettent également en évidence que l'engagement institutionnel, la coordination intersectorielle, le leadership des autorités nationales et l'appropriation des interventions par les acteurs locaux constituent des leviers essentiels pour améliorer durablement l'accès des personnes handicapées aux services de santé et garantir que personne ne soit laissé de côté.

Renforcer l'accès à l'identité juridique au Mali à travers un partenariat stratégique avec la DNEC



Depuis plus d'une décennie, le Mali fait face à une crise humanitaire prolongée résultant du conflit armé et de l'insécurité persistante, entraînant des déplacements récurrents de populations, la perte d'actifs et de documents civils, aggravant davantage les vulnérabilités des personnes affectées.

La question de la documentation civile représente donc un défi majeur de protection, en particulier pour les populations affectées par les déplacements forcés. L'absence d'actes d'état civil, notamment d'actes de naissance, constitue une barrière importante à l'exercice des droits fondamentaux, limitant l'accès aux services de base tels que l'éducation, la santé, la justice ainsi que les opportunités économiques et l'emploi.

Ainsi, le **Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC)** a établi depuis 2021 un partenariat stratégique avec la Direction Nationale de l'État Civil (DNEC). Cette collaboration vise à appuyer le fonctionnement du système d'état civil au Mali, avec l'ambition d'améliorer l'accès des populations vulnérables à la documentation civile, tout en consolidant la coordination entre les acteurs étatiques, humanitaires et de développement pour une réponse plus cohérente et pérenne.

Renforcement des capacités institutionnelles

En 2025, NRC a formé 64 agents de l'état civil dans les régions de Gao et Tombouctou sur les droits à la documentation civile, Ces efforts ont permis de renforcer les connaissances et les compétences des acteurs locaux impliqués dans la gestion de l'état civil, contribuant ainsi à améliorer la qualité, l'efficacité et la continuité des services fournis aux populations.

Par ailleurs, NRC a contribué à l'impression de 7,150 registres de naissance et à l'acheminement de plus de 4,750 registres (naissances, mariages, décès, etc.) dans les régions de Gao, Ménaka, Mopti, Tombouctou, Koro, Douentza et Bandiagara, entre autres. Cette contribution a permis de couvrir les besoins de 321,750 personnes en registres dans des zones difficiles d'accès, réduisant ainsi significativement les ruptures de stock dans les centres d'état-civil.

L'intervention a été complété par la dotation en fournitures et équipements de bureau destinés aux services concernés.

Mener des actions de plaidoyer stratégique

Sur le plan politique et stratégique, les actions conjointes de plaidoyer menées avec la DNEC ont permis de faire progresser des discussions importantes autour de l'accessibilité des procédures administratives, notamment concernant les coûts des jugements supplétifs, avec des efforts visant à les rendre plus accessibles — voire gratuits — pour certaines catégories particulièrement vulnérables, notamment les enfants nés pendant la crise.

Renforcer la coordination sectorielle

À travers leur collaboration, la DNEC et NRC ont renforcé la mobilisation et la coordination de plus de 35 acteurs des organisations humanitaires internationales et nationales, des acteurs étatiques, ainsi que des acteurs de développement impliqués dans la documentation civile autour d'un cadre commun d'intervention. Cette dynamique a permis d'améliorer la cohérence des actions, de favoriser le partage d'informations et d'encourager une approche plus coordonnée et durable face aux défis liés à l'état civil.

Au-delà des résultats opérationnels, cette collaboration illustre comment un partenariat solide entre les institutions étatiques et les acteurs humanitaires peut générer des changements structurels durables. En renforçant les capacités nationales et les mécanismes de coordination, NRC et la DNEC ont contribué non seulement à améliorer l'accès immédiat à l'identité juridique pour les populations vulnérables, mais aussi à poser les bases d'un système d'état civil plus résilient, inclusif et durable au Mali.




CAS DE
SUCCÈS

Sauver des vies grâce à la chirurgie de guerre

Dans le contexte actuel du Burkina Faso, marqué par une insécurité persistante, des déplacements massifs de populations et la volonté des autorités de reconquérir le territoire national, les centres de santé se retrouvent de plus en plus à accueillir des blessés de guerre, victimes de tirs ou d'explosions. Pourtant, les agents de santé ne disposaient pas toujours des compétences nécessaires pour faire face à ces traumatismes complexes.



Une réponse adaptée : la formation en chirurgie de guerre

C'est dans ce contexte que le projet « Paix et développement pour les populations déplacées et les hôtes vulnérables » (PADEP), financé par la République Fédérale d'Allemagne et mis en œuvre par **Help** en partenariat avec trois ONG locales (FNGN, UFC DORI et APIL), a initié une formation spécialisée en chirurgie de guerre. Organisée en 2024 à Kaya, cette session a rassemblé le personnel du district sanitaire et l'équipe chirurgicale du Centre Hospitalier Régional (CHR) de la région des Koulsé.

Cette approche inclusive a permis d'harmoniser les pratiques entre les structures de première ligne et l'hôpital de référence, tout en dotant les médecins et infirmiers de protocoles adaptés et de gestes prioritaires.

Pour le Dr Mathieu P. ZOUNDI, chirurgien généraliste au CHR, cette formation a marqué un tournant : « Avant, nous devions improviser face à des blessures graves, avec un risque élevé de complications. Aujourd'hui, nous disposons de protocoles clairs et de compétences renforcées. »

Des résultats concrets sur le terrain

Cet impact est tangible sur le terrain. En fin juillet 2025, deux membres des forces armées nationales, blessés par l'explosion d'une mine, ont été immédiatement pris en charge en appliquant les protocoles appris. Depuis la formation, tous les blessés de guerre – qu'ils soient militaires, civils ou volontaires pour la défense de la patrie (VDP) – bénéficient systématiquement d'une prise en charge structurée et conforme aux recommandations acquises, améliorant ainsi leur pronostic vital et la coordination des soins dans un contexte d'urgence permanent.

Une contribution durable à la résilience nationale

Au delà des gestes techniques, cette initiative illustre l'importance stratégique du volet chirurgie de guerre du PADEP. Elle démontre que le renforcement des capacités médicales est une réponse durable aux défis sécuritaires du Burkina Faso. En investissant dans la formation des équipes locales, le projet contribue directement à sauver des vies, à renforcer la confiance des communautés envers leurs services de santé et à soutenir la résilience nationale.

Des efforts conjoints qui sauvent des vies : le cas de Ramata à Ouahigouya

Dans la région du Yaadga (ex Nord), plus d'un enfant sur dix souffre de malnutrition aiguë. C'est ce contexte que vit Ramata, fille de Maïga Sanata, déplacée interne depuis six ans avec son mari et leurs six autres enfants, après avoir fui les violences à Titao pour une zone d'accueil temporaire à Ouahigouya. « Ici, nous n'avons pas d'activité. Nous vivons de l'aide : les vivres qu'on nous donne et la prise en charge sanitaire », explique-t-elle.



Il y a quelques semaines, Ramata, 33 mois, a eu le corps et le visage enflés ; elle refusait de manger et s'affaiblissait. « Quand j'ai vu que son état empirait, je n'ai pas hésité. J'ai pris ma fille et je suis venue à l'hôpital », raconte Sanata.

Référées depuis le Poste de santé avancé d'ALIMA-Keoogo-SOS Médecins BF, elles passent par le CHUR de Ouahigouya puis le Centre de Récupération et d'Éducation Nutritionnelle Intensive (CRENI), soutenu par ces mêmes partenaires. Le diagnostic révèle une malnutrition aiguë sévère avec complications, anémie et candidose buccale.

Grâce aux efforts conjoints du Ministère de la Santé, d'ALIMA et de ses partenaires, le CRENI dispose de personnel qualifié, de médicaments essentiels et de matériel adapté. Une prise en charge gratuite et complète est immédiatement mise en place pour Ramata : perfusion, alimentation thérapeutique, soins cutanés et suivi nutritionnel.

Dès le deuxième jour, les signes d'amélioration apparaissent. « Quand nous sommes arrivées, ma fille refusait le lait. Maintenant, elle en réclame elle-même », raconte Sanata. Les œdèmes diminuent, l'appétit revient, et Ramata reprend des forces. Sanata témoigne aussi de la chaleur humaine trouvée au CRENI : « Ici, on nous soigne bien, on nous donne à manger trois fois par jour. Tout est gratuit. »

Dans une région où le taux de malnutrition aiguë globale avoisine les 20 %, l'action conjointe d'ALIMA, Keoogo, SOS Médecins Burkina Faso et des autorités sanitaires locales fait une réelle différence. L'appui au CRENI, combiné à trois postes de santé avancés déployés dans les zones de forte concentration de déplacés internes, permet de détecter, référer et traiter rapidement les enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère.

Les résultats parlent d'eux-mêmes :

- Plus de 90 % des enfants pris en charge sont traités avec succès.
- Le temps de référence des cas graves a été réduit grâce aux PSA et au transport médical organisé.
- La mortalité liée à la malnutrition sévère est en baisse constante.

Grâce à ces efforts conjoints, Ramata fait désormais partie de ces enfants qui reprennent vie et redonnent espoir à leurs familles. Avec le soutien de USAID/BHA, **ALIMA** et ses partenaires poursuivent leurs efforts pour renforcer la prise en charge intégrée de la santé et de la nutrition des populations les plus vulnérables de la région.

De la protection vers l'autonomisation : le parcours de Samira

Originaire de Gorgadji, Samira a été contrainte de fuir les violences et les déplacements forcés pour rejoindre Dori. Déplacée interne à seulement 17 ans, elle a dû interrompre sa scolarité alors qu'elle était en classe de troisième. Fragilisée par des conditions de vie difficiles et confrontée à une grossesse précoce, elle s'est retrouvée face à de nombreux défis qui menaçaient son avenir.



En 2024, elle trouve un premier espace de réconfort, d'écoute et d'apprentissage grâce au programme SAFE (Soutien aux Adolescent(e) s et à leurs Familles en Situation d'Urgence) de l'**IRC**, mis en œuvre dans le cadre du projet « Weltaare Gure ».

« Grâce au programme SAFE, j'ai retrouvé l'estime de moi-même », confie-t-elle.

Consciente de son potentiel, l'équipe de l'IRC poursuit son accompagnement. Au fil des activités et des opportunités offertes, Samira développe de nouvelles perspectives et nourrit le rêve de devenir indépendante.

Très vite, elle découvre dans le tissage bien plus qu'un simple apprentissage : une véritable passion et une voie concrète vers l'autonomie économique. Malgré les difficultés rencontrées, elle reste déterminée à poursuivre ses objectifs et refuse de renoncer à ses ambitions.

Son engagement et ses progrès sont rapidement remarqués. Elle est sélectionnée pour devenir animatrice du programme SAFE, un tournant décisif : d'ancienne bénéficiaire, elle devient une actrice communautaire engagée, contribuant à la sensibilisation, à l'accompagnement et à la protection d'autres enfants et adolescents vulnérables.

Parallèlement, Samira fait un choix audacieux : investir pleinement dans sa passion pour le tissage, déterminée à bâtir son autonomie économique.

« Samira est déterminée et sérieuse dans son apprentissage. Elle est revenue avec une vision claire : apprendre davantage pour devenir indépendante. Je suis fière de l'accompagner dans ce parcours », témoigne sa maîtresse artisan.

Le parcours de Samira illustre l'importance d'un accompagnement holistique, au-delà du seul soutien psychosocial.
En créant des passerelles vers les ressources communautaires, les formations professionnelles et les acteurs locaux, ces interventions permettent aux jeunes de développer leur résilience et de construire des perspectives d'avenir durables.

Aujourd'hui, l'histoire de Samira incarne la résilience, l'autonomisation et le leadership féminin. Elle démontre qu'avec un accompagnement adapté et l'accès à des opportunités concrètes, il est possible de transformer les épreuves en tremplins vers un avenir meilleur. Son parcours inspire d'autres adolescentes à croire en leurs capacités et à devenir, à leur tour, des actrices du changement au sein de leurs communautés.

Les filles au cœur de l'action : quand la jeunesse devient actrice de protection et de changement

Dans le cadre du projet « Assistance multisectorielle intégrée de santé sexuelle et reproductive, de protection et de nutrition », financé par Affaires mondiales Canada, **CARE Mali** et son partenaire TASSAGHT ont célébré la Journée internationale de la femme à Gao sous le thème : « Les filles au cœur de l'action : promouvoir et protéger les droits des femmes et des filles en contexte de crise ».



Cette initiative visait à dépasser la simple commémoration pour créer un véritable espace d'expression, de dialogue et de mobilisation communautaire dans une région marquée par l'insécurité et les déplacements de populations. Au total, 219 participants (153 à Gao et 66 à Ansongo) ont pris part à l'événement, réunissant autorités administratives, services techniques, leaders communautaires, acteurs humanitaires, société civile, femmes et jeunes filles afin de renforcer la synergie locale en matière de protection.

La célébration a été particulièrement marquée par le rôle central joué par les jeunes filles et le Parlement des enfants. Assurant la maîtrise de cérémonie et la facilitation des débats, elles ont exprimé leurs quotidiens difficiles — marqués par les risques de violences basées sur le genre, la vulnérabilité économique et l'accès limité aux services essentiels — à travers des formes d'expression artistiques et engageantes comme le slam, la poésie et le théâtre-forum. Cette approche participative a permis d'impliquer directement le public à travers des mises en scène de situations réelles, transformant les jeunes filles en véritables actrices de changement et porteuses de solutions plutôt qu'en simples bénéficiaires.

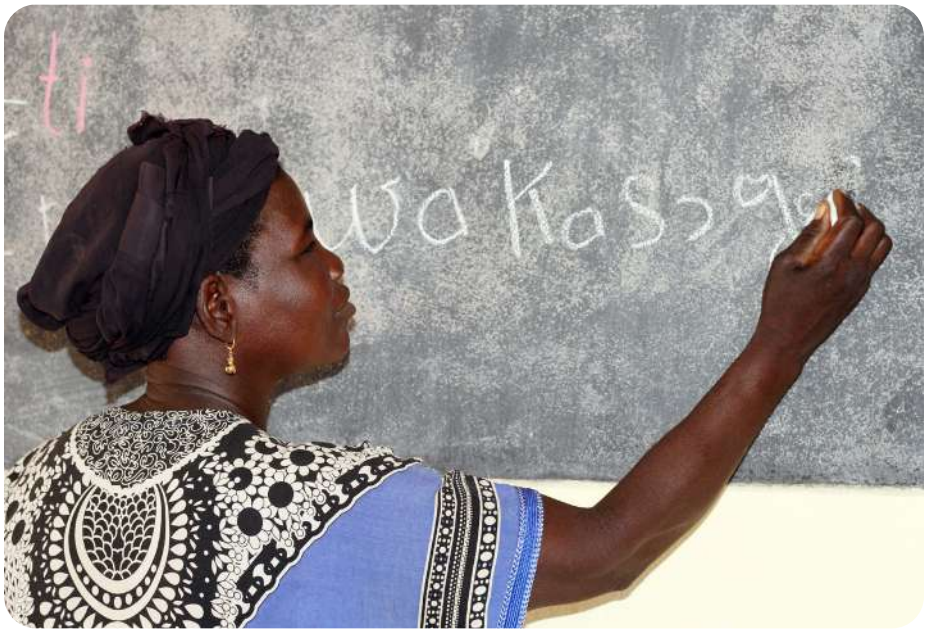
Les discussions techniques ont couvert des domaines clés tels que la santé sexuelle et reproductive, la nutrition, les droits humains, la santé mentale et le soutien psychosocial, permettant d'apporter des réponses institutionnelles et communautaires concrètes. Ce dialogue intergénérationnel inédit entre femmes leaders, jeunes filles, autorités et communautés a favorisé une compréhension mutuelle renforcée.

Au terme de cette journée, les participants ont souligné l'impératif de pérenniser de tels espaces d'expression pour que l'engagement des jeunes filles devienne un levier durable de résilience et d'inclusion face aux crises.

Cet engagement fort des jeunes filles et du Parlement des enfants illustre parfaitement la volonté de CARE Mali et de TASSAGHT de bâtir des communautés plus résilientes, où la protection des droits fondamentaux passe inévitablement par l'autonomisation et la participation active de la jeunesse aux décisions qui engagent l'avenir.

Hawa était convaincue que son âge n'était pas un handicap pour apprendre

Dans la région de Bandiagara, de nombreuses femmes vivent entre pauvreté et la non-scolarisation. Pour y répondre, **Caritas Suisse** et son partenaire Caritas Mopti/APH, avec l'appui de la Coopération Suisse au Mali et de MISEREOR, ont mis en œuvre le projet RESIL III. À Indell, dans la commune de Dourou, Hawa Kassogué, mère de six enfants, menait des activités de maraîchage et de petit commerce, tout en vivant avec la difficulté de ne savoir ni lire ni écrire.



« Avant l'arrivée du projet, je me sentais inférieure aux autres femmes qui savaient signer leurs documents pendant que moi, je devais poser mon empreinte digitale. Comme je ne savais ni lire ni écrire. Je suivais simplement ce que les autres disaient concernant les kilos et l'argent de mes oignons. », confie-t-elle.

Le manque d'orientation et d'information ne lui permettait pas de mener ses projets de revenus à succès. Hawa ne prenait guère la peine de participer aux activités communautaires en lien avec la scolarisation. L'avenir de ses enfants était sa plus grande préoccupation. Grâce au projet RESIL III de Caritas Suisse et Caritas Mopti/APH, elle rejoint le centre d'alphabétisation d'Indell malgré les doutes liés à son âge. Soutenue par sa famille, elle décide finalement d'apprendre.

Chaque matin, après avoir préparé les repas, balayé la cour et terminé les travaux domestiques, Hawa se rendait au centre d'alphabétisation. Malgré les contraintes familiales et sociales, elle a réussi à concilier apprentissage et responsabilités de mère de famille.
« Le jour où j'ai réussi à écrire mon nom pour la première fois, j'ai ressenti une immense joie.
Ce sourire-là, personne ne peut l'acheter. Il est né du centre d'alphabétisation d'un projet qui a redonné à une mère le plus précieux des biens : la capacité d'écrire, de lire.
Aujourd'hui, Hawa est capable de reconnaître les chiffres, de donner son numéro de téléphone et d'effectuer de petits calculs pour ses activités commerciales.
Cette autonomie a renforcé sa confiance en elle et amélioré sa place au sein de la communauté. Grâce aux compétences acquises, Hawa gère mieux ses activités, gagne en autonomie et participe davantage à la vie communautaire. Désormais, elle soutient aussi la scolarisation de ses petits-enfants.

À travers son parcours, Hawa Kassogué est devenue une source d'inspiration dans son village. Son histoire démontre qu'il n'existe aucun âge limite pour apprendre et se construire un nouvel avenir.
« Je lance un appel à toutes les femmes qui hésitent encore à venir apprendre : il n'y a pas d'âge pour étudier. Je suis la preuve vivante qu'on peut apprendre à tout moment de sa vie, à 50 ans, j'ai osé et cela a changé ma vie. ». Le centre d'alphabétisation du projet RESIL III, mis en œuvre par Caritas Suisse et Caritas Mopti /APH avec l'appui de la Coopération Suisse au Mali et de MISEREOR, renforce les capacités des femmes rurales et favorise leur autonomie.

Grâce à Catholic Relief Services, une famille retrouve l'espoir à Bankass

En décembre 2024, Jeanne Sangala fuit son village de Ségué après une attaque armée. Elle laisse derrière elle sa maison, ses terres et ses moyens de subsistance. Déplacée à Bankass avec sa famille, elle se retrouve dans une situation de grande vulnérabilité. « Nous ne savions pas comment nous allions survivre », témoigne-t-elle.

Quelques mois plus tard, grâce à une mobilisation rapide de ressources propres par **CRS**, Jeanne bénéficie d'une assistance en espèces et en vivres. Ce soutien lui permet de couvrir les besoins essentiels de sa famille, d'accéder aux soins et d'acquérir des semences pour relancer ses activités agricoles. Aujourd'hui, elle a retrouvé son village et cultive à nouveau ses terres.

Dans le cadre du mécanisme de Réponse Rapide (RRM), CRS a mis en œuvre le projet Kisili 6 à partir d'avril 2024, avec un budget de 17 millions USD, pour répondre aux besoins urgents des ménages affectés par les crises. Face à l'interruption de certains financements externes en janvier 2025, CRS a choisi de mobiliser ses propres ressources pour maintenir la continuité de l'assistance, une décision qui traduit la force de son engagement envers les communautés malienness.



Dans 6 régions et 15 communes, 3 416 ménages, soit 15 146 personnes, ont bénéficié d'une assistance multisectorielle (assistance alimentaire en nature et en cash, kits de cuisine et d'abris d'urgence, kits WASH, kits d'hygiène menstruelle)déployée en moins de dix jours. Cette réactivité témoigne d'une organisation en mesure d'adapter ses modalités opérationnelles pour répondre aux besoins des populations, en tout temps et dans les zones les plus difficiles d'accès.

Convaincu que la résilience des communautés passe par la solidité des services de base, CRS a mobilisé plus de 500 000 USD de financements propres à travers le projet Idjé Alafia (Emergency Child Health Fund) pour soutenir le district sanitaire de Djenné. Entre janvier et avril 2026 : 290 agents de santé, sages-femmes et relais communautaires ont été formés ; plus de 12 000 enfants en dessous de 5 ans ont été atteint par le projet, plus de 20 000 femmes enceintes et allaitantes ont bénéficié de services vitaux, un appui logistique a permis de maintenir les services jusque dans les zones les plus reculées, des campagnes de dépistage de la malnutrition et de vaccination ont été organisées.

Ces actions ont contribué à assurer la continuité des soins essentiels au profit des enfants de moins de cinq ans ainsi que des femmes enceintes et allaitantes, en complémentarité avec les efforts du système de santé national.

L'engagement de CRS au Mali ne se limite pas à l'intervention directe. À travers le projet EMPOWER, l'organisation œuvre activement pour renforcer les capacités des acteurs humanitaires nationaux, dans une logique de partenariat durable et de transfert progressif des responsabilités.

Tchintabaraden : les femmes de l'Union Jidal misent sur la transformation laitière

À Tchintabaraden, la transformation du lait est devenue une véritable opportunité économique pour les femmes de l'Union Jidal. Grâce à un accompagnement ciblé, elles ont pu valoriser une ressource abondante mais jusqu'alors peu exploitée, tout en renforçant durablement leurs moyens de subsistance.



Pour Halima Dangui, présidente de l'Union Jidal, cette évolution marque un tournant important. Chaque soir, les femmes du groupement collectent le lait produit par leurs vaches avant de l'acheminer vers l'unité de transformation. Sur place, le lait est filtré, conservé au frais puis transformé en différents produits tels que le yaourt, le fromage, le lait frais et le dégué.

Mais il n'en a pas toujours été ainsi.

« Avant cette formation, nous ne savions pas transformer le lait. Faute de moyens et de connaissances, nous étions souvent contraintes de distribuer le surplus ou même de le jeter », explique Halima Dangui.

Cette situation représentait une perte importante pour les ménages qui dépendent largement de l'élevage. Grâce au projet mis en œuvre par **Action contre la Faim, ADESA et INTERSOS**, avec le soutien du Ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale (AICS), les femmes ont bénéficié d'une formation pratique et d'équipements adaptés pour développer leur activité.

Au total, 25 personnes ont été formées et dotées de moyens essentiels, notamment une motocyclette pour le transport du lait, un réfrigérateur pour sa conservation et des installations solaires pour assurer le fonctionnement de l'unité. Un appui en aliments pour bétail a également été fourni afin de soutenir la production.

Au-delà des équipements, c'est surtout une nouvelle vision qui s'est installée. La transformation permet désormais de mieux valoriser le lait, de réduire les pertes et de créer de nouvelles sources de revenus pour les femmes.

Conscientes de l'importance de pérenniser les acquis, les membres de l'Union Jidal ont également mis en place une caisse d'épargne destinée à soutenir la poursuite des activités après la fin du projet. Une initiative qui témoigne de leur engagement à faire vivre cette dynamique sur le long terme.

À travers leur unité de transformation laitière, les femmes de l'Union Jidal démontrent qu'avec un accompagnement adapté, les ressources locales peuvent devenir un puissant levier d'autonomisation économique et de résilience pour les communautés pastorales de Tchintabaraden.

Unité de transformation de farine enrichie aux profits des communautés locales !

Dans la commune de Gothèye (Village de Tallé), le projet SAAJAW : Femmes, coopératives agroalimentaire et communautés locales protagonistes de la réponse à la soudure dans la région de Tillabéri 05/12500/ **CISV** (financé par l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement), a mis en place une unité de fabrication de farine enrichie pour les communautés, dans un contexte marqué par l'insécurité et la vulnérabilité alimentaire.

Cette unité locale de production et transformation de farine enrichie, réalisée au profit de la coopérative féminine Gomni Banguey, est destinée à l'alimentation des enfants.

Production de la farine enrichie

L'unité de transformation est aujourd'hui opérationnelle et grâce à cette initiative, la farine enrichie est désormais produite sur place et permet aux enfants (nourrissons et jeune enfants), du village de Tallé, des alentours ainsi qu'aux Centre de Santé Intégrer (CSI) de disposer d'une alimentation nutritive, contribuant ainsi à l'amélioration de leur état nutritionnel et aux femmes de générer des revenus.



Quand la terre redonne espoir : l'histoire de Lawali à Toulle N'Bougagé

Dans le village de Toulle N'Bougagé, comme dans de nombreuses localités de la région de Maradi, les années successives de mauvaises saisons agricoles ont profondément fragilisé la sécurité alimentaire des ménages. Pour les enfants, ces pénuries se traduisaient par des repas insuffisants, une perte d'énergie et, pour certains, l'abandon de l'école.

Lawali Hamiri, jeune garçon de 15 ans, en a longtemps subi les conséquences. Sa famille faisait face à une insuffisance alimentaire chronique. « Il y avait des jours où nous ne mangions qu'une seule fois », se souvient-il. Faute de nourriture suffisante, il a fini par abandonner l'école, passant ses journées à errer dans le village. « J'ai arrêté d'aller à l'école, parce que j'ai toujours faim et je n'arrivais pas à bien suivre les cours », affirme-t-il.

Un tournant décisif s'est opéré avec la mise en place d'un site maraîcher communautaire dans le cadre du Maradi Integrated Resilience Project (MIRP), mis en œuvre par **World Vision** avec le financement du Programme Alimentaire Mondial (PAM), offrant aux familles une opportunité concrète de produire localement légumes et fruits, d'améliorer leur alimentation et de renforcer leur résilience face aux chocs climatiques.



Depuis, Lawali est régulièrement présent sur le site, où il appuie ses parents dans les travaux agricoles. Pour lui, ce lieu est devenu un espace de découverte, d'apprentissage et de fierté. « Quand je viens ici, je me sens utile. J'aide mes parents et je travaille avec eux », explique-t-il.

Ce qui l'émerveille le plus, ce sont les produits qu'il découvre pour la première fois. « Avant, je ne connaissais pas la papaye ni la banane. Aujourd'hui, je les vois pousser et je peux même en manger », confie-t-il avec enthousiasme, évoquant aussi avec joie les tomates, les oignons et les feuilles vertes qui ont enrichi son alimentation et changé sa perception de l'agriculture.

« Quand je vois les légumes pousser, je suis très content. Ça me donne envie de venir chaque jour », ajoute-t-il.

Grâce à cette alimentation plus variée, Lawali retrouve peu à peu de la force, de la confiance et le goût de rêver à nouveau. « J'aime désormais beaucoup plus l'agriculture et j'aimerais continuer à y travailler et aider ma famille à produire encore plus », dit-il. Il rêve de reprendre l'école ou d'apprendre un métier agricole, afin de ne plus revivre la faim qu'il a connue. « Je veux devenir quelqu'un qui peut aider sa famille et son village », affirme-t-il avec détermination.

À travers ce site maraîcher, le projet MIRP ne se limite pas à la production agricole : il contribue à redonner dignité, occupation et espoir aux enfants et familles touchés par l'insécurité alimentaire. Pour Lawali, cette parcelle de terre est devenue bien plus qu'un champ : « Ici, j'ai retrouvé la joie, et maintenant j'ai des rêves pour demain ».

La richesse et la crédibilité de ce rapport reposent entièrement sur la contribution active et solidaire des organisations membres du FONGIH, du FONGIM et de l'OIREN, dont le nombre témoigne de la vitalité du cadre de coordination régional. Leur engagement constant à partager des données fiables permet de documenter l'effort collectif déployé à l'échelle des trois pays de l'Alliance des États du Sahel.

Ce travail de recensement et de transparence offre une vision claire et objective de la présence humanitaire internationale BUrkina Faso, au Mali et au Niger. Il met en lumière la diversité des expertises mobilisées pour répondre aux besoins spécifiques des différentes régions de l'espace AES.



ONGI CONTRIBUTRICES

BURKINA FASO

- Fondation Stromme
- ACTED
- Aide de l'Église Norvégienne
- CARE
- CBM
- CECI
- Caritas Suisse
- Children Believe
- Concern Worldwide
- Danish Refugee Council
- Educo
- Help
- INTERSOS
- World Vision
- ALIMA
- Humanité & Inclusion
- Oxfam
- Solidarités International
- SUCO
- MAG International
- Médecins du Monde
- Norwegian Refugee Council
- Plan International
- Première Urgence Internationale
- Search for Common Ground
- Save the Children
- Terre des hommes
- Vétérinaires Sans Frontières
- Welthungerhilfe
- WeWorld
- Action Contre la Faim
- Fondation Hirondelle
- Asmae
- International Rescue Committee

ONGI CONTRIBUTRICES

Mali

- Action Contre la Faim — ACF-Niger
- Action Damien
- ADRA
- AIRD
- Action Education — Aide et Action
- ALIMA
- ASB — Arbeiter-Samariter-Bund
- Association Yara — LNC France
- Association Yara — LNC Suisse
- CARE International
- CBM
- CECI
- CESAO — Pôle Régional Niger
- Caritas Suisse
- CISP
- CISV ETS
- Concern Worldwide
- COOPI
- Cordaid
- COSPE
- Danish Refugee Council — DRC
- Educo
- EIRENE — au Sahel
- Fondation Ayuda — en ACCION
- Fondation Hirondelle — Studio Kalangou
- Fondation Stromme
- Geneva Call
- GRET — Niger
- HEKS/EPER — Suisse
- Helen Keller — INTL
- HELVETAS — Swiss Intercooperation
- Humanité & Inclusion
- INTERSOS
- International Rescue Committee — IRC Niger
- HiiL — Institut de La Haye
- Islamic Relief
- Lakarmissionen — LM International
- Mercy Corps
- MPDL — Mouvement pour la Paix
- MEDU
- Médecins du Monde — Belgique
- MOVIMENTO — Africa'70
- Norwegian Refugee Council — NRC
- Fondazione ACRA
- Oxfam — au Niger
- Pathfinder International
- PSI — Population Services Intl
- Première Urgence — Internationale
- PROGETTOMONDO — ETS
- RET Germany
- Samaritan's Purse
- Save the Children
- Search for Common Ground
- SIM — International-Niger
- SNV
- Solidarités International
- SOS Villages d'Enfants
- Swiss TPH
- Swissaid — Niger
- Swisscontact
- Tree Aid
- Vétérinaires Sans Frontières — Belgique
- WHH
- WaterAid
- World Vision — International Niger

ONGI CONTRIBUTRICES

Niger

- Action Contre la Faim — ACF-Niger
- Action Damien
- ADRA
- AIRD
- Action Education — Aide et Action
- ALIMA
- ASB — Arbeiter-Samariter-Bund
- Association Yara — LNC France
- Association Yara — LNC Suisse
- CARE International
- CBM
- CECI
- CESAO — Pôle Régional Niger
- Caritas Suisse
- CISP
- CISV ETS
- Concern Worldwide
- COOPI
- Cordaid
- COSPE
- Danish Refugee Council — DRC
- Educo
- EIRENE — au Sahel
- Fondation Ayuda — en ACCIÓN
- Fondation Hirondelle — Studio Kalangou
- Fondation Stromme
- Geneva Call
- GRET — Niger
- HEKS/EPER — Suisse
- Helen Keller — INTL
- HELVETAS — Swiss Intercooperation
- Humanité & Inclusion
- INTERSOS
- HiiL — Institut de La Haye
- Islamic Relief
- Lakarmissionen — LM International
- Mercy Corps
- MPDL — Mouvement pour la Paix
- MEDU
- Médecins du Monde — Belgique
- MOVIMENTO — Africa'70
- Norwegian Refugee Council — NRC
- Fondazione ACRA
- Oxfam — au Niger
- Pathfinder International
- PSI — Population Services Intl
- Première Urgence — Internationale
- PROGETTOMONDO — ETS
- RET Germany
- Samaritan's Purse
- Save the Children
- Search for Common Ground
- SIM — International-Niger
- SNV
- Solidarités International
- SOS Villages d'Enfants
- Swiss TPH
- Swissaid — Niger
- Swisscontact
- Tree Aid
- Vétérinaires Sans Frontières — Belgique
- WHH
- WaterAid
- World Vision — International Niger



NOS BAILLEURS

Burkina faso

Sida
SWEDISH INTERNATIONAL DEVELOPMENT COOPERATION AGENCY

STICHTING VLUCHTELING 1999

Mali

Sida
SWEDISH INTERNATIONAL DEVELOPMENT COOPERATION AGENCY

Protection civile et aide humanitaire de l'Union européenne

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra
Direction du développement et de la coopération DDC

Norvège

Niger

Protection civile et aide humanitaire de l'Union européenne

Sida
SWEDISH INTERNATIONAL DEVELOPMENT COOPERATION AGENCY



L'aboutissement de cet exercice de redevabilité est le fruit d'une synergie d'efforts entre tous les acteurs institutionnels, techniques et communautaires engagés pour le développement des pays de l'Alliance des États du Sahel. Nous exprimons notre profonde gratitude aux États du Burkina Faso, du Mali et du Niger, et à l'ensemble de leurs ministères, pour leur accompagnement et leur tutelle bienveillante.

Enfin, notre reconnaissance s'adresse tout particulièrement aux populations burkinabè, maliennes et nigériennes, dont la résilience et la collaboration quotidienne sur le terrain constituent le véritable moteur de notre action commune.

C'est ensemble que nous continuons de bâtir, à l'échelle de l'espace AES, des perspectives d'avenir plus stables et inclusives.

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce rapport et la portée des actions menées tout au long de l'année 2025 n'auraient pu être possibles sans la synergie et l'implication indéfectible de l'ensemble de nos partenaires à travers les trois pays de l'Alliance des États du Sahel.

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude aux États du Burkina Faso, du Mali et du Niger, et plus particulièrement à leurs départements ministériels partenaires, pour leur disponibilité constante et la qualité de notre collaboration institutionnelle au service des populations.

Nos remerciements s'adressent également à l'ensemble de nos partenaires techniques et financiers pour leur appui précieux et leur engagement soutenu face aux défis humanitaires et de développement de la région.

Un hommage tout particulier est rendu aux 184 ONG internationales membres contributrices du FONGIH, du FONGIM et de l'OIREN : c'est grâce à la rigueur de vos collectes de données et à la mutualisation de vos efforts que ce panorama régional exhaustif a pu voir le jour.

Enfin, nous adressons notre plus vive reconnaissance aux communautés et aux populations du Burkina Faso, du Mali et du Niger dans leur ensemble. Leur résilience quotidienne, leur accueil et leur étroite collaboration avec nos équipes sur le terrain demeurent le véritable moteur et la condition essentielle de la réussite de toutes nos interventions.





CONCEPTION GRAPHIQUE ET MISE EN PAGE : FONGIM
RÉDACTION : Samira Lydivine Samandougou, Mamadou Coulibaly Boubacar, Sékou Touré